

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Quelles perspectives pour l'Union Européenne ?

Maurice Zylberberg

 +33 (0) 6 12 38 31 97

 contact@mzylberberg.eu

MZ Fév. 23

EN AMONT DE LA "COFE"

17/18

L'Eurobaromètre



La "Convention sur l'avenir de l'Europe"



Le **LIVRE BLANC SUR L'AVENIR DE L'EUROPE**

Les débats sur l'avenir de l'Europe



MZ, Fév. 23

Eurobaromètre

- Standard -> 2 fois par an depuis 1973
- Ad hoc -> thématique ou actualité : enquêtes en face à face (Eurobaromètre special ou par telephone (Eurobaromètre Flash)
- Études qualitatives : analyse de l'opinion plus en profondeur

Convention sur l'avenir de l'Europe : institution provisoire, créée à l'issue du Conseil européen de Laeken en décembre 2001. Elle a été chargée, en 2002, d'engager un débat sur l'avenir de l'Union européenne. Elle aboutit, en juin 2003, à un projet de Constitution européenne -> Projet de Constitution rejeté par référendum en 2005 : France (29 mai) et Pays-Bas (1er juin).

Livre blanc – 1er mars 2017 : Réflexions et 5 scénarios pour l'UE27 à l'horizon 2025

- S'inscrire dans la continuité
- Rien d'autre que le marché unique
- Ceux qui veulent plus font plus
- Faire moins de manière plus efficace
- Faire beaucoup plus ensemble

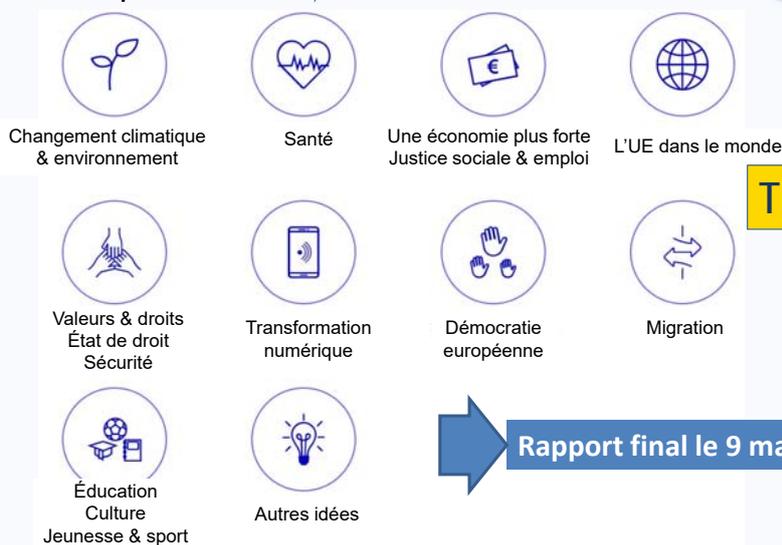
Les débats : 2018-2019 au PE -> interventions de 20 chefs d'États ou de gouvernement = Irlande, Croatie, Portugal, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Grèce, Estonie, Roumanie, Allemagne, Danemark, Chypre, Espagne, Finlande, Italie, Slovaquie, Suède, Lettonie

QUID "CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE" ?

❑ Lancée le 9 mai 2021

- Plateforme numérique
- Panels de citoyens
- Assemblée plénière

40.000 contributions
325 mesures concrètes
49 objectifs/propositions



MZ, Fév. 23

La conférence sur l'avenir de l'Europe (la «Conférence» ou «COFE») est le premier exercice délibératif transnational engageant les citoyens dans une réflexion sérieuse sur l'avenir de l'Union européenne.

Elle est organisée par les 3 institutions (Commission, Parlement, Conseil), avec une **présidence conjointe** des 3 présidents. Aux côtés de cette présidence, un **comité exécutif** réunit 3 représentants et 4 observateurs de chaque institution.

- ❑ **Plateforme numérique multilingue** (Depuis le 19 avril 2021) : outil numérique qui centralise les débats dans les 24 langues officielles de l'UE -> 43.000 contributions
- ❑ **800 citoyens européens répartis en quatre panels, 12 réunions** -> participation de plus de 50.000 citoyens
4 panels de citoyens européens organisés conjointement par le Parlement européen, le Conseil de l'UE et la Commission européenne. Les participants ont été sélectionnés de manière aléatoire par une société de sondage indépendante, selon 5 critères permettant de refléter la diversité de l'UE: origine géographique (nationalité et origine urbaine/rurale), genre, âge, milieu socio-économique et niveau d'éducation. 1/3 de chaque panel sera constitué de jeunes âgés de 16 à 25 ans et l'équilibre hommes femmes sera respecté. Pour renforcer la transparence, les débats en plénière des panels (c'est-à-dire les débats réunissant l'ensemble des 200 citoyens) seront retransmis en direct, dans 24 langues, sur la plateforme numérique multilingue de la conférence.
- ❑ **Panels de citoyens nationaux** -> organisés par 6 pays : Allemagne, Belgique, France, Italie, Lituanie, Pays-Bas.
- ❑ **Événements organisés dans les États-membres**
- ❑ **Assemblée plénière**, inaugurée le 19 juin 2021, composée de 433 membres :
 - 108 eurodéputés
 - 54 représentants du Conseil (deux ministres par État membre)
 - 3 membres de la Commission européenne
 - 108 parlementaires nationaux (quatre par État membre)
 - 108 citoyens (80 représentants des panels de citoyens européens, 27 représentants des panels nationaux de citoyens ou des événements de la Conférence, et le Président du Forum européen de la jeunesse)
 - 18 représentants du Comité des régions
 - 18 représentants du Comité économique et social européen
 - 8 représentants des partenaires sociaux
 - 8 représentants de la société civile

RÉSULTATS DE LA "COFE"

37/13

- Renforcer la dimension sociale de l'Union
- Protéger l'environnement
- Rendre l'Union plus autonome
- Sensibiliser et encourager l'éducation sur l'Union
- Créer un processus décisionnel plus inclusif
- Renforcer le rôle international de l'Union
- Construire une société plus humaine



MZ, Fév. 23

Rapport final COFE, 9 mai 2022 = 342 pages

- ❑ Conclusion d'un processus innovant
- ❑ Perspectives générales des propositions
 - Modifications des traités
 - Initiative législative
 - Initiative non législative

Les citoyens européens ont proposé, entre autres, de :

- Mieux orienter les subventions vers l'agriculture biologique
- Voter aux élections européennes dès l'âge de 16 ans
- Tenir périodiquement des assemblées citoyennes
- Fin du droit de veto
- Accorder au Parlement européen le droit d'initiative sur les lois européennes
- Plus large place à la majorité qualifiée
- Référendums à l'échelle de l'Union
- Mise en place d'une compétence européenne partagée dans le domaine de la santé.

4/13

LA CONTRIBUTION FRANÇAISE

10 CHANGEMENTS PRIORITAIRES POUR 2035

| | |
|--|---|
|  <p>1. Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu</p> |  <p>6. Proposer des programmes d'échanges tout au long de la vie</p> |
|  <p>2. Renforcer la défense et la sécurité communes de l'Union européenne</p> |  <p>7. Partager les cultures européennes par des manifestations et des événements fédérateurs</p> |
|  <p>3. Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'UE</p> |  <p>8. Harmoniser la santé et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé</p> |
|  <p>4. Mettre en place un pouvoir citoyen à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle</p> |  <p>9. Développer et piloter au niveau européen les filières stratégiques pour assurer notre souveraineté</p> |
|  <p>5. Tendre vers une fédération d'États d'Europe dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun</p> |  <p>10. Améliorer la protection des milieux et des écosystèmes et créer des zones protégées au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales</p> |

MZ, Fév. 23

Rapport France final « L'AVENIR EST ENTRE VOS MAINS » = 138 pages

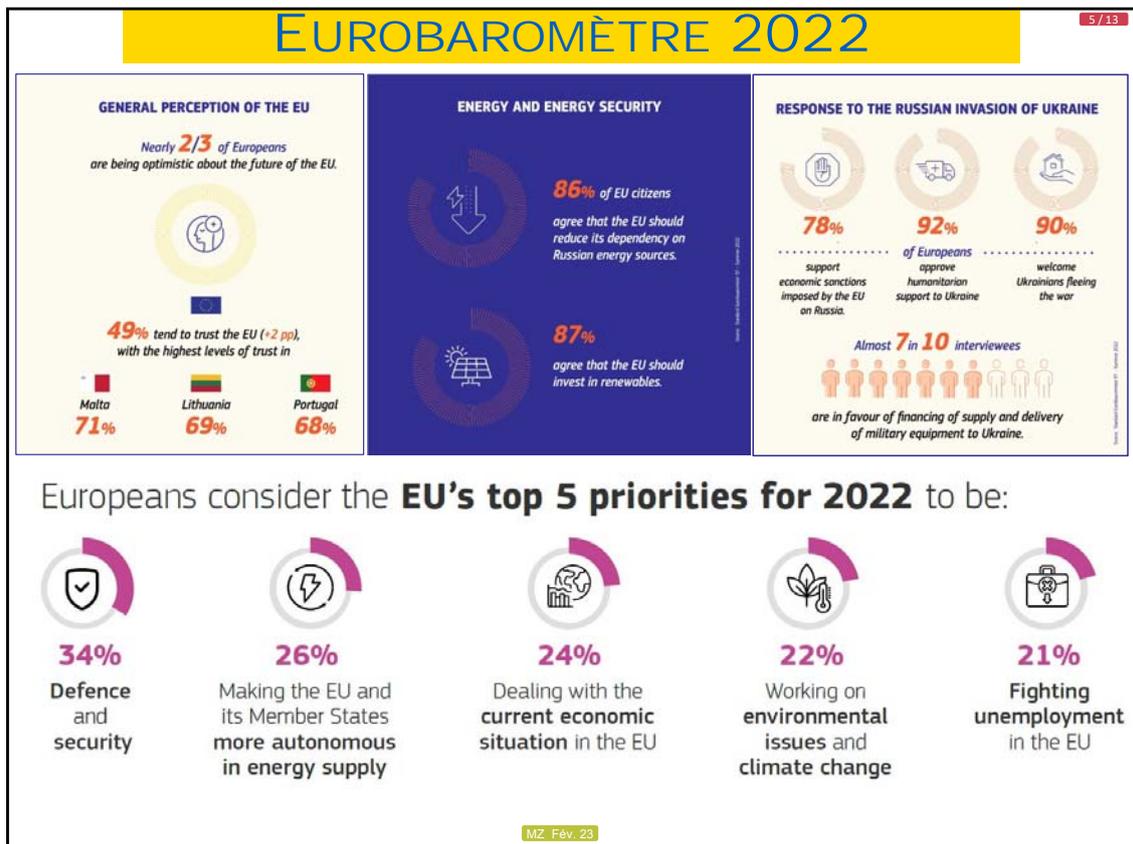
Conférences tenues dans l'intégralité des régions de métropole et d'outre-mer, du 10 au 12 septembre puis du 24 au 26 septembre 2021, où 18 villes étaient concernées, dont Lille, Dijon, Bordeaux, Clermont ou encore Fort-de-France.

En tout, **830 personnes tirées au sort** se sont réunies par groupe afin de répondre à la question suivante : “En tant que citoyen français, quels changements souhaitez-vous pour l'Europe ?”. *“C'est simple et très ouvert, de manière à laisser le champ libre à toutes les expressions, tout en acceptant d'emblée l'idée que l'Europe est imparfaite”*, avait commenté le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Clément Beaune dans une interview à [Ouest-France](#) en septembre 2021.

Parmi ces citoyens, **100 d'entre eux ont participé à une conférence de restitution nationale** en octobre à Paris afin de produire une synthèse des débats régionaux.

En complément, une consultation en ligne intitulée “Parole aux Jeunes” a été menée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en partenariat avec Make.org.

Plus de 50 000 jeunes de 15 à 35 ans ont ainsi exprimé leurs idées et leurs priorités pour l'Europe de 2035.



- ❑ **Perception Générale de l'UE** : 2/3 des européens sont optimistes sur l'avenir de l'UE ; 49% tendent à faire confiance à l'UE avec les 3 pays de plus haut niveau de confiance.
- ❑ **Energie et sécurité énergétique** : 86% des citoyens européens conviennent que l'UE devrait réduire sa dépendance aux sources d'énergie russes ; 87% conviennent que l'UE devrait investir dans les énergie renouvelables.
- ❑ **Invasion russe de l'Ukraine** : 78% des européens approuvent les sanctions économiques imposées à la Russie ; 92% approuvent le soutien humanitaire à l'Ukraine ; 90% approuvent l'accueil des réfugiés ukrainiens fuyant la guerre.
- ❑ **Les 5 priorités des européens pour 2022** : 34% Défense et sécurité ; 26% pour rendre l'UE et ses Etats-membres plus autonomes en matière d'approvisionnement énergétique ; 24% pour faire face à la situation économique actuelle ; 22% pour travailler sur les questions environnementales et le changement climatique ; 21% pour lutter contre le chômage.

AIDES DE L'UE À L'UKRAINE DEPUIS FÉVRIER 2022

| Aide financière | Aide humanitaire | Aide militaire |
|--|--|--|
| <p>2022 7,2 Mrd EUR 2023 18 Mrd EUR</p> <p>Assistance macrofinancière</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>1,8 Mrd EUR Appui budgétaire au gouvernement ukrainien et aux projets</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>2,3 Mrd EUR Prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) garantis par l'UE</p> | <p>668 M EUR Assistance aux réfugiés ukrainiens</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>535 M EUR Dans le cadre du mécanisme européen de protection civile</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>17 Mrd EUR Fonds de la politique de cohésion pouvant être alloués à des projets d'aide aux réfugiés ukrainiens dans l'UE</p> | <p>3,6 Mrd EUR Envoi d'armes et de matériel militaire à l'armée ukrainienne</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>123 M EUR Formation militaire des soldats ukrainiens dans l'UE</p> |

Ne comprend pas les aides fournies directement par les Etats membres

Mrd : milliard - M : million

Source : Conseil européen, Commission européenne (février 2023)



QUELLE SUITE À LA COFE ?

7/13

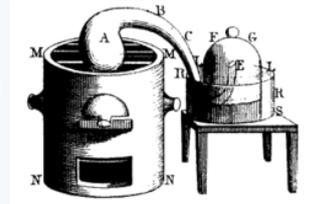
❑ Les engagements pris

- Rapport final et conclusions des institutions UE
- Discours sur l'état de l'Union
- La convention de révision des traités



❑ Quelle méthodologie ?

- La position timide du Conseil européen
- Étude préliminaire du Conseil de l'UE
- Le soutien du Parlement européen



MZ, Fév. 23

Conclusions des 3 institutions -> Juin à fin 2022

Discours sur l'état de l'Union -> 14 septembre 2022

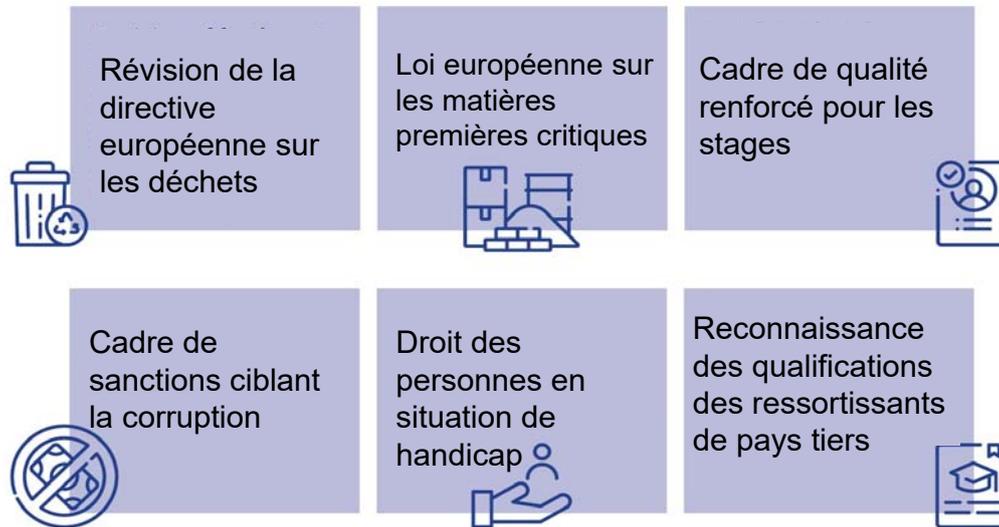
Convention de révision des traités -> résolution du PE du 9 juin 22

Problématique Unanimité / VMQ (Vote à la majorité qualifiée)

PROGRAMME 2023 DE LA COMMISSION QUELQUES EXEMPLES

8/13

- Programme “guidé” par la COFE
- Association des panels de citoyens



MZ, Fév. 23

Intervention de la Présidente de la Commission à l'issue de la COFE :

Sur les 43 nouvelles initiatives annoncées dans le programme de travail pour l'année prochaine, 35 suivent directement ou indirectement les propositions de la Conférence, dont quelques exemples.

Le programme 2023 est présenté comme suit :

Le programme de travail de cette année est guidé par la vision ambitieuse et inspirante pour notre Union qui a été exposée dans les conclusions de la **conférence sur l'avenir de l'Europe**. S'appuyant sur le succès de la conférence, la Commission intègre des pratiques participatives dans sa boîte à outils d'élaboration des politiques. Les panels de citoyens font désormais partie de l'élaboration des politiques de la Commission dans certains domaines clés. La nouvelle génération de panels de citoyens délibérera sur les initiatives de l'année prochaine en matière de gaspillage alimentaire, de mobilité d'apprentissage et de mondes virtuels.

DES RÉALISATIONS À SUIVRE...

9/13



Plan de relance pour l'Europe



Pacte vert européen



Salaire minimum européen



Pacte sur la migration et l'asile

MZ, Fév. 23

Next Generation UE -> Rappel du plan de relance historique : 750 milliards d'euros d'aides pour relever l'UE de la pandémie. En 2021, 12 pays reçoivent 13% des sommes promises par le plan. À ce titre, la **France** a reçu le premier acompte de 5,1 Mds€, sur la dotation de près 40 milliards d'euros..

L'UE versera ensuite le reste de la somme promise aux États membres à condition qu'ils respectent l'engagement des réformes promises.

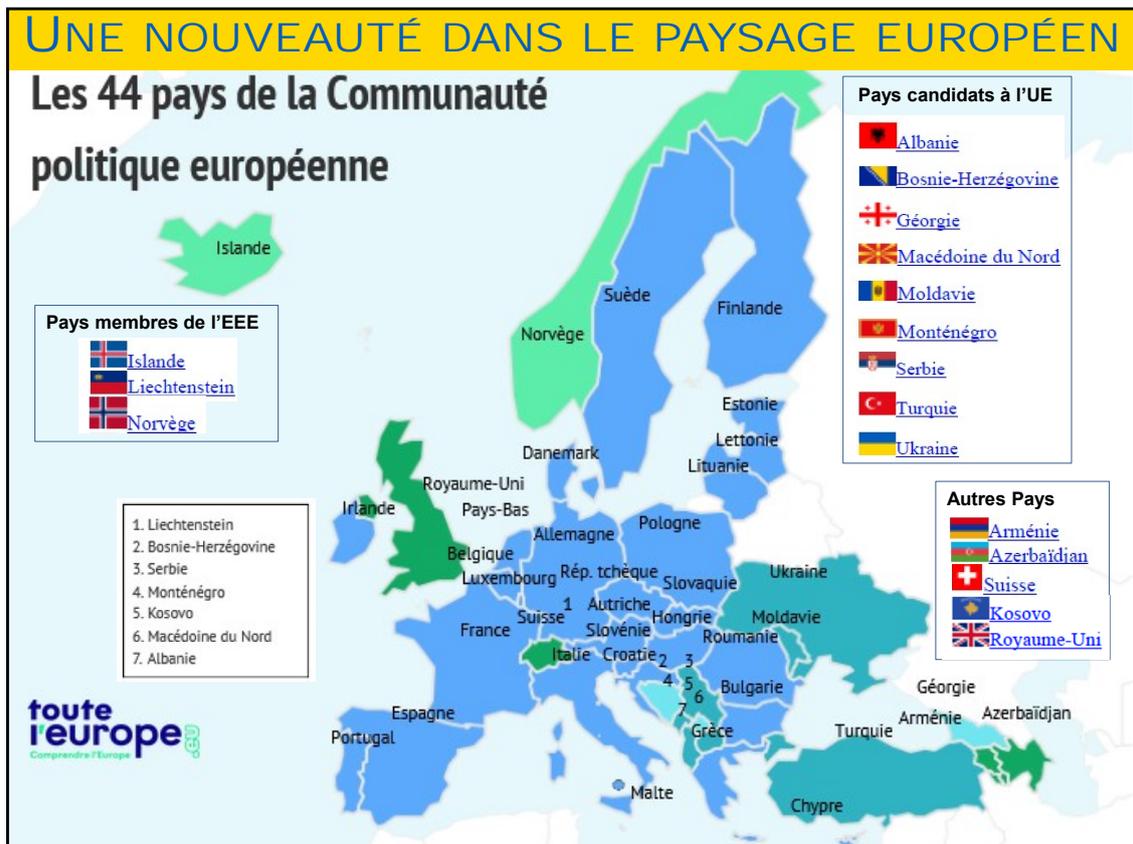
Ce plan prévoit ainsi de verser, à l'horizon 2023, 390 milliards d'euros répartis entre les États membres selon plusieurs critères :

- la population ;
- le PIB par habitant ;
- le taux de chômage avant la pandémie ;
- les conséquences de la pandémie sur les économies nationales.

Pacte vert -> En 2021, la Commission a dévoilé un paquet climat avec l'objectif de réduire ses émissions carbone de 55% d'ici 2030. Ces textes ont été publiés le 14 juillet 2021. Neutralité carbone à l'horizon 2050

Salaire minimum -> Directive du 19/10/2022 -> favoriser les négociations collectives -> surveillance via le « semestre européen »

Pacte sur la migration et l'asile -> Sous l'influence des États-membres des frontières de l'Est + Autriche + Italie, le sommet européen réuni le 9/02/2023 durcit sa position sur l'immigration illégale, voire même envisage de financer les « infrastructures » de protection des frontières extérieures. Le débat revient à la question de savoir s'il faut ériger l'UE en forteresse ?



Ce n'est ni l'Union européenne ni le Conseil de l'Europe, mais une nouvelle structure décidée par les 27 Etats membres lors du sommet européen des 23 et 24 juin 2022, à partir d'une proposition d'Emmanuel Macron.

La Communauté politique européenne (CPE) vise à renforcer les liens entre l'UE et ceux qui partagent ses valeurs sans en être membres. C'est donc, comme son nom l'indique, une communauté politique à l'échelle européenne. A travers ses réunions, le but est de permettre la coopération entre ses membres sur des thématiques aussi variées que l'énergie, la sécurité, les transports ou encore l'enseignement.

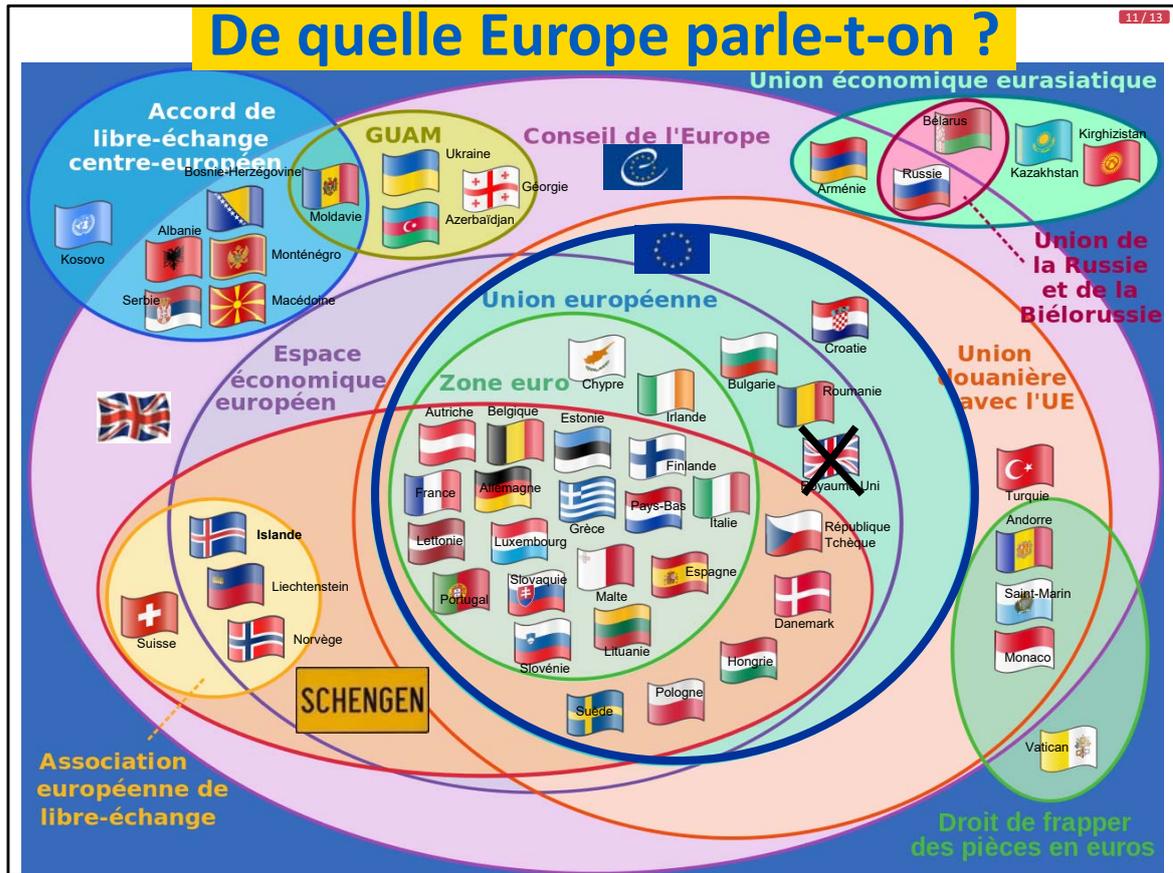
Pourquoi la CPE a-t-elle fait débat ?

A l'est de l'Europe, y compris en Ukraine, l'annonce du projet de CPE avait suscité des **crain**tes de voir naître une antichambre perpétuelle de l'UE pour les pays candidats à l'adhésion. Car la CPE leur permet en effet une première forme d'intégration européenne, par le prisme politique et le biais d'actions communes dans des domaines variés. Soit avant qu'ils n'aient une économie suffisamment robuste pour faire partie de l'Union et transposé l'ensemble du droit européen dans leur législation nationale.

Mais selon ses défenseurs, la CPE n'a pas vocation à être une maigre consolation pour les Etats n'ayant pas encore pu adhérer à l'Union. Europe politique élargie, elle doit au contraire compléter l'UE par une communauté de valeurs créant des conditions de coopérations accrues. La présence de pays tels que le Royaume-Uni, sorti de l'Union en 2020, et la Suisse, qui ne veut pas en faire partie, en est par ailleurs une illustration.

De quelle Europe parle-t-on ?

11 / 13



Conseil de l'Europe -> Veiller à l'application de la CEDH + Faciliter l'accès à l'éducation et à la culture

Accord de libre-échange centre-européen (7) : Fondé en 1992 par la Pologne, la Tchécoslovaquie, et la Hongrie, en complément économique du groupe de Visegrád (V4), l'ALECE a pour objectif de faciliter l'intégration de ses membres dans l'UE et dans l'OTAN. Formé en 1992, il s'est plusieurs fois élargi jusqu'en 2007, mais a simultanément perdu des membres en 2004 et 2007 lorsque ceux-ci ont intégré l'UE.

GUAM (4) (Organisation pour la démocratie) : organisation internationale de coopération à vocation régionale regroupant 4 États de l'ex-Union soviétique qui se sentent menacés par la Russie.

Union économique eurasiatique (5) : Le processus d'intégration eurasiatique a commencé immédiatement après la dislocation de l'Union soviétique pour sauvegarder les liens économiques des États post-soviétiques avec la création de la Communauté des États indépendants le 8 décembre 1991 par les présidents de la Biélorussie, du Kazakhstan et de la Russie.

EEE (31) : UE + Islande, Liechtenstein et Norvège.

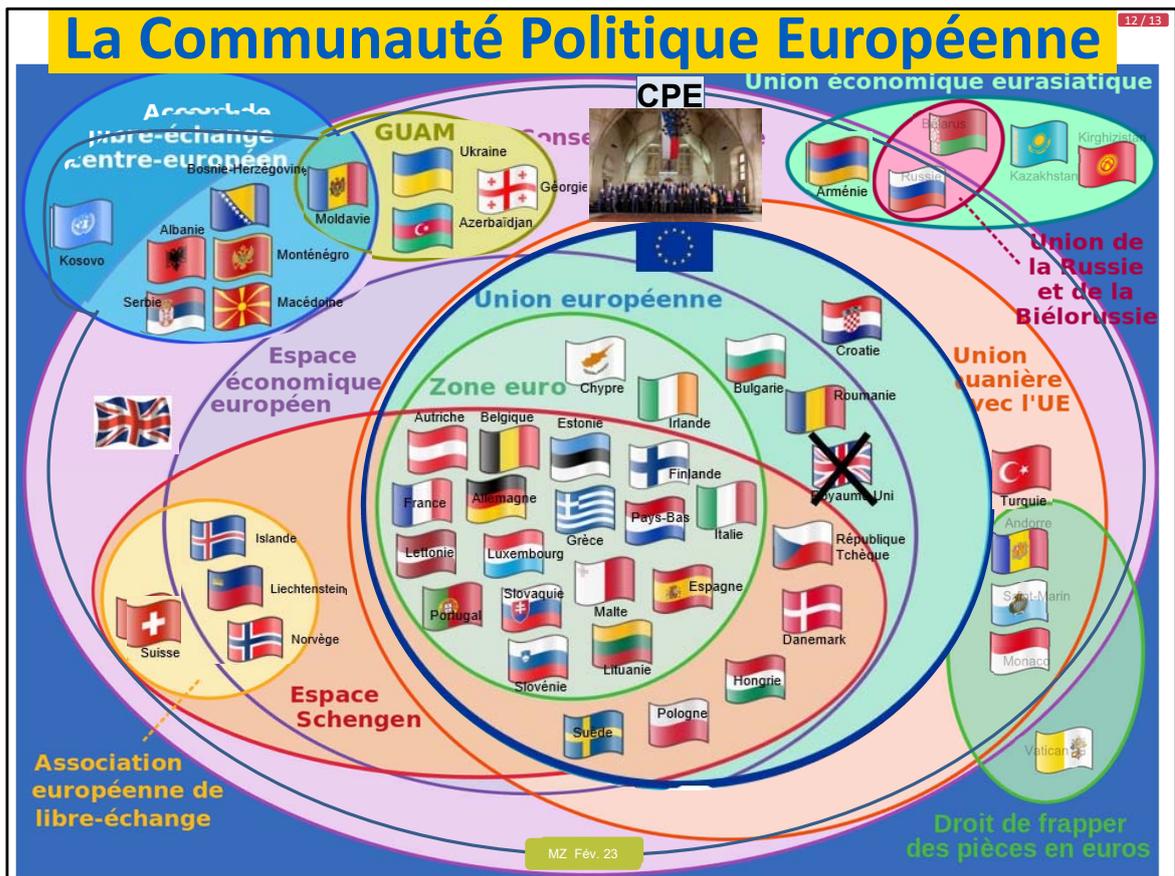
Espace Schengen (26) : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Rép. Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.

UE (28) / Zone euro (19) : créée en 1999 par 11 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, rejoints par la Grèce en 2001, par la Slovaquie en 2007, par Chypre et Malte en 2008, par l'Estonie en 2011, par la Lettonie en 2014 et par la Lituanie en 2015.

Union douanière avec l'UE (32) : constituée des États membres de l'Union européenne et de quelques-uns de ses voisins : l'Andorre, Monaco, Saint-Marin et la Turquie.

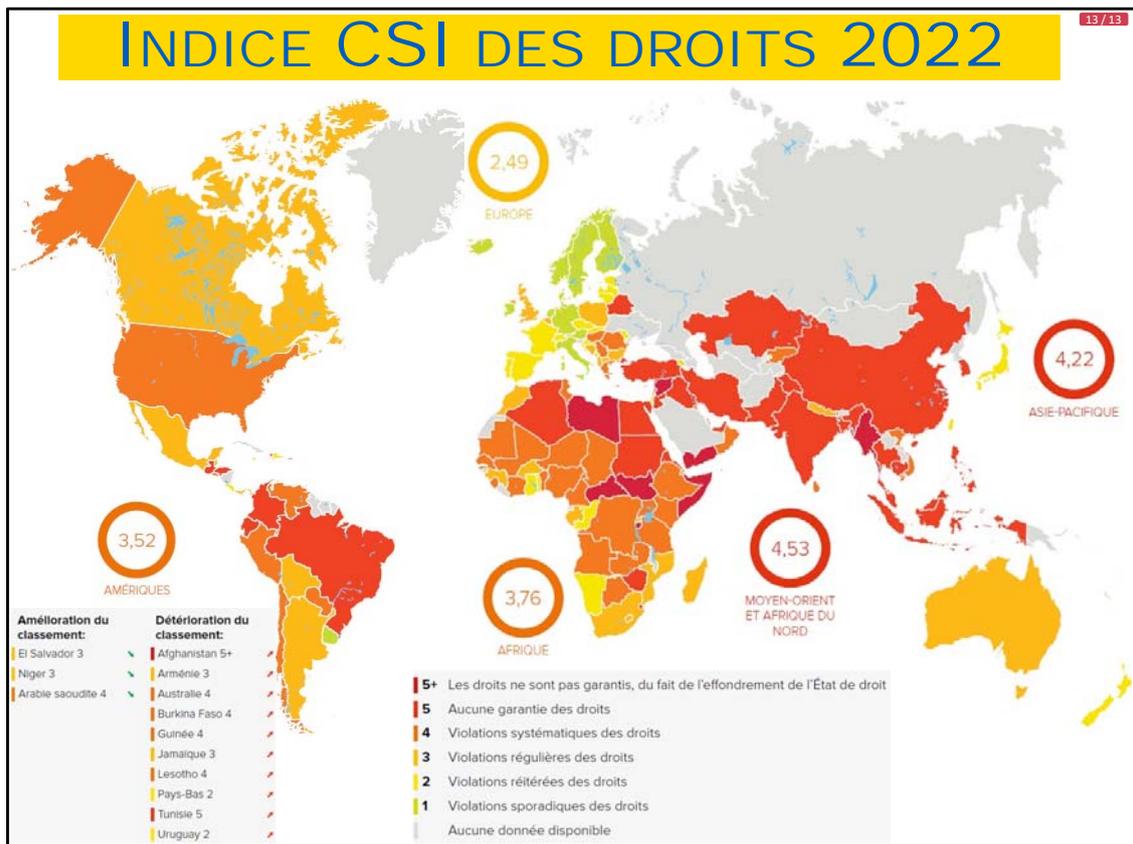
Association européenne de libre-échange (4) : association d'États visant à établir une zone de libre-échange en Europe. Formée en 1960, elle s'est plusieurs fois élargie jusqu'en 1991, mais a progressivement perdu des membres en 1973, 1986 et 1995 lorsque ceux-ci ont intégré l'Union européenne.

Droit de frapper des pièces en euros (4) : 4 micro-États (Andorre, Monaco, Saint-Marin, Vatican) en union monétaire avec leurs voisins immédiats sont autorisés à utiliser l'euro et à frapper leurs propres pièces.



L'élipse de la **Communauté Politique Européenne (CPE)** est presque identique à celle du **Conseil de l'Europe** :

- 3 micro-Etats en moins = Andorre, Saint-Marin, Monaco,
- Le Kosovo en plus



La 9^{ème} édition de l'*Indice CSI des droits dans le monde* classe 148 pays en fonction de leur niveau de respect des droits au travail. L'*Indice des droits dans le monde 2022* dispose d'un [site Internet interactif](#).

La rupture du contrat social entre les travailleurs, les gouvernements et les entreprises apparaît dans

Les travailleurs n'ont bénéficié d'aucune représentation sur leur lieu de travail en **Afghanistan**, au **Burkina Faso**, au **Myanmar**, en **Tunisie** et en **Syrie**.

Dans un climat de multiplication de la violence et des agressions à l'encontre des travailleurs,

La région **Asie-Pacifique** affiche une importante augmentation de la proportion de pays dans lesquels les travailleurs subissent des violences, passant de 35% en 2021 à 43% en 2022.

En **Europe**, cette proportion a doublé, de 12% en 2021 à 26% en 2022.